
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Commerce légal du cannabis récréatif au Québec Si ce n'est pas payant, pourquoi Couche-Tard veut en vendre ?

Montréal, le mardi 13 juin 2017 – Le SCFP réagit avec ironie au fait que Couche-Tard a embauché une ancienne conseillère de Philippe Couillard dans l'espoir de vendre du cannabis dans ses magasins. Pour le syndicat, cette nouvelle souligne l'absurdité des propos tenus par le premier ministre Couillard le 25 mai à l'effet que le cannabis ne serait pas payant pour le gouvernement.

« D'abord, le premier ministre lui-même a lancé un ovni en disant qu'il n'y a "pas de pactole" pour le gouvernement dans la vente de cannabis. Ensuite, convoitant un pactole, Couche-Tard embauche à titre de lobbyiste une ancienne conseillère spéciale de Philippe Couillard. Payant ou pas payant ? » a ironisé Bruno Tremblay, conseiller syndical au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), qui représente environ 850 employés de la Société des alcools du Québec (SAQ).

Le SCFP rappelle que selon l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), en recevant la mission de vendre le cannabis au Québec, la SAQ pourrait dégager environ 500 millions de redevances annuelles au gouvernement.

« Par ailleurs, nous sommes inquiets que le marché du cannabis puisse échoir à des détaillants privés comme Couche-Tard. Chaque année, les enquêtes révèlent que de 15 % à 20 % des commerces privés actifs sur le marché de l'alcool enfreignent la loi sur la vente aux mineurs. La SAQ est beaucoup mieux outillée pour contrôler la vente et agir en fonction d'impératifs de santé publique », a souligné Bruno Tremblay.

« Bref, nous sommes très inquiets de la tournure actuelle du débat. Nous espérons que le gouvernement du Québec va entreprendre ses consultations avec impartialité et ouverture d'esprit, afin de prendre la meilleure décision pour la santé et la prospérité des Québécoises et Québécois », de conclure le conseiller syndical.

Le SCFP 3535, Syndicat des travailleurs et travailleuses de la SAQ, représente environ 850 employés, dont environ 200 au Centre de distribution de Québec et 650 au Centre de distribution de Montréal. Ce sont des employés à la manutention et à la livraison, de même que des employés de métiers et d'entretien.

Comptant plus de 110 000 membres au Québec, le SCFP représente quelque 3800 membres dans les sociétés d'État et organismes publics québécois. Le SCFP est de plus présent dans les secteurs suivants : les affaires sociales, les communications, l'éducation, les universités, l'énergie, les municipalités, les transports aérien et urbain, le secteur mixte ainsi que le secteur maritime.